

ARRÊTÉ N° 2024_465

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2024 DE L'INTERNAT DE RENCONTRE 93 SIS 49 BOULEVARD MARCEL SEMBAT, 93200 SAINT-DENIS, GÉRÉ PAR L'AVVEJ

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatif à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant ;

Vu la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ,

Vu la convention du 20 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour la maison d'enfants à caractère social de l'établissement Rencontre 93 géré par l'association AVVEJ ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2024-446 du 2 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2024 transmises le 19 octobre 2023 par l'association AVVEJ ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2024 transmise le 2 septembre 2024 ;

Vu la dernière lettre de la procédure contradictoire du budget 2024 transmise le 13 novembre 2024 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - Pour l'exercice 2024, les recettes et dépenses prévisionnelles de l'internat de Rencontre 93 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	185 014,00	1 716 364,73
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	1 216 643,68	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	314 707,05	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	1 650 931,37	1 671 049,37
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 200,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	18 918,00	

ARTICLE 2. - Les tarifs précisés à l'article 3 prennent en compte les données suivantes :

- Compte 11519 pour un montant de 35 876,36 €.
- Charges rejetées : compte 11591 pour un montant de 9 439 €.

ARTICLE 3. - Pour exercice budgétaire 2024, le prix de journée de l'internat de Rencontre 93 sis 49, rue Marcel Sembat, 93200 Saint-Denis dont le n° Siret est 30051303300674 est arrêté à 268,01 €.

Le prix de journée moyen applicable à compter du 1^{er} septembre 2024 au 31 décembre 2024 est fixé à 278,51 €.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le tarif applicable à compter du **1^{er} janvier 2025 est de 268,01 €.**

ARTICLE 4. - Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

- versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N
- régularisées en deux fois :

- (1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N,
- (2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année

N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une nouvelle décision, le douzième mensuel à compter du **1^{er} janvier 2025 est de 137 577,61 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le